



Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience des zones dans le Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram

RAPPORT ANNUEL 2022

Préface

La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a été créée par la Convention de Fort-Lamy (actuelle N'Djamena) le 22 mai 1964 par les quatre pays riverains du Lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. La République centrafricaine a rejoint l'organisation en 1996 et la Libye a été admise en 2008. Le Soudan, l'Égypte, la République du Congo et la République démocratique du Congo disposent du statut de membres observateurs.

A propos de la Stratégie régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram :

En 2018, la CBLT, avec l'appui de de l'Union africaine (UA) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a élaboré la SR-SRR des zones du bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram. Il s'agit au Cameroun (des Régions du Nord et de l'Extrême-Nord), au Niger (Région de Diffa), au Nigeria (les États fédérés de Borno, de Yobé et d'Adamawa) et au Tchad (les Provinces du Lac et de Hadjer-Lamis).

La SR-SRR vise à définir une approche commune et un cadre inclusif pour toutes les parties prenantes afin de soutenir une transition rapide, coordonnée et efficace de la stabilisation au relèvement rapide et à la reprise des processus de développement au point mort. Il s'appuie sur des points communs tout en tenant compte des particularités de chacun des États concernés et en s'attaquant aux causes profondes de la crise dans la région en vue de renforcer la résilience.

TABLER DES MATIÈRES

PRÉFACE	p.2
REMERCIEMENTS	p.4
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	p.5
AVANT-PROPOS	p.
RÉSUME EXÉCUTIF	p.8
I. INTRODUCTION	p.12
A. Contexte	p.13
B. Aperçu de la stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience	p.14
C. Évolution de la mise en oeuvre en 2022	p.16
II. PROGRÈS À TRAVERS LES PILIERS	p.18
Pilier 1: coopération politique	p.19
Pilier 2: sécurité et droits humains	p.21
Pilier 3: désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration des personnes associées à boko haram	p.22
Pilier 4: assistance humanitaire	p.23
Pilier 5: gouvernance et contrat social	p.24
Pilier 6: relèvement socio-economique et durabilité environnementale	p.25
Pilier 7: éducation, apprentissage et acquisition des compétences	p.26
Pilier 8: prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix	p.27
Pilier 9: autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes	p.28
III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	p.30
Conclusion	p.31
Recommandations	p.32
ANNEXE 1 – LISTE DES REpondants AU QUESTIONNAIRE	p.33

Remerciements

La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) adresse ses plus sincères remerciements aux nombreuses institutions et acteurs qui ont appuyé la Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Relèvement et la Résilience (SR-SRR) dans la région du Bassin du Lac Tchad touchée par Boko Haram en 2022.

Nous exprimons notre profonde gratitude à l'Union Africaine pour sa précieuse coopération politique et son rôle essentiel dans la facilitation des interactions de la CBLT avec le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (CPS-UA).

Un grand merci à la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale et l'ensemble du Système des Nations Unies, notamment les bureaux des Coordonnateurs Résidents dans les quatre pays impactés, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), ainsi que le Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), pour leur soutien considérable.

L'appui financier et technique du Groupe International de Soutien a joué un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de la SR-SRR pour l'année 2022. Nous sommes extrêmement reconnaissants pour leur assistance.

La CBLT tient également à remercier spécialement le personnel de son Secrétariat pour leur engagement et leur travail assidu dans la mise en œuvre de la SR-SRR durant l'année écoulée. Une mention spéciale est également dédiée au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour son soutien continu et son rôle facilitateur dans la mise en œuvre de la SR-SRR, incluant l'appui apporté au Secrétariat.

Pour finir, nos remerciements vont à Delphine Colbeau pour l'élaboration de ce rapport.

Acronymes et abréviations

BAD	Banque Africaine de Développement
UA	Union Africaine
BMZ	Bundesministerium Für Wirtschaftliche Zusammenarbeit
OBC	Organisation à Base Communautaire
CIMIC	Coopération Civilo-militaire
CONOPS	Concept des Opérations
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CSC	Comité de Stabilisation Communautaire
OSC	Organisation de la Société Civile
CTED	Direction Exécutive du Comité des Nations unies de lutte contre le Terrorisme
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Réconciliation
DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation, Réintégration et Réinsertion
DIMS	Systèmes de Gestion de l'Information
UE	Union Européenne
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
HDP	Humanitaire-Développement-Paix
HQ	Quartier Général
PDI	Personnes Déplacées Internes
EI	Engin Explosif Improvisé
OIM	Organisation Mondiale pour les Migrations
ISS	Institut des Etudes Sécuritaires
EIAO	Etat Islamique en Afrique de l'Ouest
PAC	Plan d'Action Conjoint
JAS	Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad
KMP	Plateforme de Gestion des Connaissances
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
MEAC	Gestion de la Sortie du Conflit armé
FMM	Force Multinationale Mixte
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
GANE	Groupes Armés Non-Etatiques
OCT	Bureau des Nations Unies pour la lutte Contre le Terrorisme
ODA	Bureau des Nations Unies pour les Questions de Désarmement
PBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
PEV	Prévention de l'Extrémisme Violent
SR-SRR	Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience
FRS	Facilité Régionale de Stabilisation
POS	Procédures opérationnelles Standards
SPRR	Triage, Poursuites, Réhabilitation et Réintégration
RSSGNU	Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies
PAT	Plan d'Action Territoriaux
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNOCA	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale
UNODC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
UNU	Université des Nations Unies
OEV	Organisations d'Extrémisme Violent
PAM	Programme Alimentaire Mondial

Avant-propos

J'ai le plaisir de présenter le Rapport annuel 2022 de la Stratégie régionale de Stabilisation, de Relèvement et de résilience des zones affectées par la crise Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad.

Adoptée par la CBLT en 2018 et endossée par l'UA au cours de la même année, la Stratégie offre un cadre d'expression de nos efforts collectifs en matière de stabilisation et jette les bases d'un relèvement rapide et du développement à long terme des huit territoires riverains du lac Tchad qui ont été affectés par le conflit dans la région. Elle s'attaque aux causes profondes du conflit en à travers une triple approche et ce, de manière inclusive, en impliquant divers types de parties prenantes à tous les niveaux.

En effet, quatorze ans après le début du conflit, les groupes armés continuent de propager la violence au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria. Environ 2,7 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, la majorité au Nigeria, tandis que plus de 280 000 ont fui leur foyer pour chercher refuge dans les pays voisins. Outre la crise humanitaire provoquée par le conflit, les ménages et les communautés de cette région sont confrontés à une vulnérabilité croissante en raison des complications liées au changement climatique et aux aléas climatiques extrêmes ainsi qu'aux impacts à long terme de la pandémie du COVID-19, notamment sur l'éducation, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. La crise humanitaire qui en résulte dans la région est l'une des plus graves au monde où plus de 11 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et d'une protection. Environ 4 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, et 400 000 enfants souffrent de malnutrition. Les jeunes ont peu de perspectives d'emploi et cette situation pourrait conduire à une instabilité économique.

Toutefois, dans ce contexte, nous assistons à des îlots de stabilité, ce qui nous donne de l'espoir. Nous avons vu des personnes qui ont été confrontées à de multiples déplacements pendant de nombreuses années retourner sur leurs terres ancestrales et commencer à refaire leur vie. Nous avons assisté à la réouverture de marchés, ce qui favorise encore davantage le commerce et la croissance économique. Les infrastructures sociales telles que les logements en matériaux définitifs, les écoles et les cliniques ont été réhabilitées ou construites. Toutes ces actions jettent les bases de la cohésion sociale et d'une paix durable. Nous avons tout récemment assisté au départ massif de plus de 100 000 anciens combattants et associés, et avons lancé un processus de réhabilitation et de réintégration efficace pour faire face à ces vagues de reddition.

La CBLT et tous nos partenaires aux niveaux communautaire, territorial, national, régional et international continuent de se mobiliser autour de la SR-SRR. C'est dans ce contexte que le présent Rapport retrace les efforts des partenaires en 2022 et présente des preuves des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie. Il souligne également les défis auxquels ils ont été confrontés et formule des recommandations pertinentes futuristes.

Ce rapport est d'une importance capitale car il documente non seulement la cinquième année de mise en œuvre de la Stratégie mais également la dernière année de la première phase quinquennale. Au moment où nous envisageons de nous pencher sur l'avenir de la SR-SRR, ce Rapport en constitue sans nul doute un élément essentiel.

Je vous invite donc à lire le Rapport annuel 2022 de la Stratégie régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones affectées par la crise Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad. Aussi j'ose croire que les succès enregistrés dans ce rapport inspireront et motiveront le soutien politique, technique et financier constant nécessaire pour davantage mobiliser les ressources et la collaboration nécessaires à la mise en œuvre effective et efficace de la SR-SRR.



Amb. Mamman NUHU

Le Secrétaire Exécutif de la CBLT, Chef de Mission de la FMM,

Résumé exécutif

La région du lac Tchad reste l'une des zones de conflit et de crise les plus prolongées au monde, affectant ainsi des millions de personnes au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad. Depuis le début du conflit, environ 350. 000 personnes ont perdu la vie, et le nombre de décès indirects dus à des facteurs induits par le conflit continue d'augmenter. En 2022, le conflit a laissé 11 millions de personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire et 2,9 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). La grave insécurité alimentaire a atteint son plus haut niveau en quatre ans, touchant 5,6 millions de personnes pendant la période de soudure.

Adoptée conjointement par la CBLT et endossée par l'Union africaine (UA) en 2018, la SR-SRR offre un cadre de coopération, de coordination et d'harmonisation régionales des efforts, en s'alignant sur le nexus humanitaire, développement et paix. Le présent Rapport montre que des progrès significatifs ont été réalisés par les partenaires de mise en œuvre de la SR-SRR et le Secrétariat de la Stratégie au cours de l'année 2022 à travers les neuf piliers que compte la Stratégie, malgré le contexte caractérisé par une sécurité précaire et une escalade sans précédent de la violence.



Des avancées significatives dans le cadre de la coopération politique et des partenariats, comme la conférence de Wilton Park, ont été réalisées en vue d'amplifier l'impact des initiatives. En outre, les efforts de mobilisation des ressources ont permis de construire un pipeline financier solide;

La consolidation de la coopération civilo-militaire (CIMIC) à travers des partenariats avec la Force Multinationale Mixte (FMM). Les capacités opérationnelles et les infrastructures des forces de défense et de sécurité ont été renforcées. En outre, les efforts de renforcement des capacités se sont concentrés sur les droits de l'Homme et la violence basée sur le genre, renforçant ainsi les fondements des principes des droits de l'Homme au sein des Forces de défense et de sécurité (FDS), et améliorant la protection des civils et la justice ;

Plusieurs étapes devant contribuer à favoriser une prise de conscience accrue et harmonisée des principaux acteurs régionaux sur des aspects vitaux du Désarmement, de la démobilisation, de la réhabilitation, de la réinsertion et de la réintégration des personnes associées à Boko Haram et de la justice transitionnelle. Une série d'activités communautaires de réintégration et de réconciliation, notamment la création de plusieurs Comités communautaires de réconciliation, ont également contribué à la mise en œuvre de la SR-SRR ;

Trois millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire ont été ciblées afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats;

Plus de 1. 244 dialogues intercommunautaires ont été organisés, axés sur le renforcement de la coexistence pacifique et la prévention des conflits, favorisant ainsi une vie communautaire harmonieuse. Dans la même veine, les acteurs institutionnels ont été soutenus pour promouvoir la collaboration et une vision partagée de la bonne gouvernance et du renforcement du contrat social ;

Les réalisations clefs:

Appui aux politiques sensibles au genre, comme la validation de la Stratégie Nationale DDR Genre au Cameroun. Les efforts d'autonomisation des jeunes ont touché plus de 2 000 jeunes dans toute la région, promouvant ainsi un engagement durable grâce à des partenariats entre les leaders de la jeunesse et les décideurs communautaires. La participation des femmes aux activités économiques a été un moment fort, les femmes représentant 50 % des bénéficiaires des initiatives « argent contre travail » et recevant une formation dans divers domaines comme la couture et l'agriculture.

La mise en œuvre des programmes « argent contre travail ou cash for work en langue anglaise » impliquant plus de 4 000 participants, fournissant des subventions et des équipements de commerce à 13 814 personnes, et réhabilitant des institutions professionnelles devant permettre d'offrir une formation à 500 jeunes. Les efforts d'autonomisation ont ciblé 1 000 jeunes, favorisant ainsi l'autosuffisance économique ;

Des programmes de formation bénéficiant à plus de 15 000 personnes dans des domaines de compétences variés. L'amélioration de l'accès à une éducation primaire de qualité a touché plus de 30 000 enfants, l'accent étant mis sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la fourniture de matériel pédagogique et la réhabilitation ou la construction d'infrastructures éducatives ;

Les initiatives de sensibilisation sur la coexistence pacifique, favorisant la confiance communautaire et contribuant à la résolution des conflits ont touché près de 509 000 personnes. Les efforts de contre-propagandes visant à résister aux idéologies extrémistes à travers des programmes de formation au Nigeria ont touché plus de 300 cadres des pouvoirs publics ;



Malgré les progrès notables de 2022, des défis majeurs ont été identifiés par les partenaires. Il s'agit entre autres de:



Déficit de financement régulier;



Risques sécuritaires impactant la sécurité du personnel et des bénéficiaires et restreignant l'accès ;



Défis techniques et de coordination lors de la mise en œuvre ;



Manque d'harmonisation de la terminologie internationale et des approches de stabilisation.

Malgré les défis persistants, la SR-SRR reste un instrument essentiel pour faire face à la crise du bassin du lac Tchad. Un soutien politique, sécuritaire et financier constant, une représentation élargie de la société civile et des partenariats internationaux sont aussi essentiels pour atteindre les objectifs de la Stratégie et apporter la stabilité et la paix dans la région. Les recommandations pertinentes formulées et contenues dans le présent rapport intègrent ce qui suit:

Renouveler l'engagement régional :

réaffirmer l'engagement régional en faveur de la SR-SRR et aligner le soutien international sur les défis régionaux actuels pour des solutions durables ;

Établir une coordination interministérielle :

former un Comité technique interministériel pour rationaliser les efforts et la coordination au niveau national ;

Renforcer la sécurité transfrontalière :

améliorer la coopération en matière de sécurité transfrontalière, notamment la collaboration policière, pour remédier efficacement aux menaces sécuritaires ;

Inclusion des réfugiés et des PDI:

Poursuivre les efforts visant à prendre en compte les opinions des réfugiés et des PDI, notamment les femmes et les jeunes à tous les niveaux ;

Faire face aux redditions et à la réintégration :

donner la priorité à la prise en charge des questions liées à la reddition, la réintégration et la réconciliation.

I.

—

Introduction:

A.

Contexte

La région du lac Tchad est l'une des zones de conflit et de crise les plus prolongées au monde. Malgré certains développements positifs, une vague persistante de violence de haute intensité impacte la vie de millions de personnes au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad. Cette brutalité incessante met à rude épreuve les ressources naturelles et les services sociaux de base déjà limités. Malgré la déclaration en 2015 du Président nigérian MUHAMMADU BUHARI de vaincre le Groupe terroriste Boko Haram et la reconquête par l'armée nigériane d'importantes zones conquises par le Boko Haram, les attaques violentes se poursuivent avec une fréquence alarmante.

Au cours des dernières années, le paysage des conflits a considérablement évolué. En 2016, Boko Haram s'est éclaté et diverses autres factions extrémistes ont émergé, des milices locales, des groupes criminels organisés et des conflits intracommunautaires. L'épicentre de ces violentes attaques reste principalement concentré sur le Nigeria et les régions frontalières du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria. Rien qu'en 2022, 1 200 incidents de sécurité ont été enregistrés dans la région du bassin du lac Tchad impliquant des groupes armés non étatiques (GANE), les forces de défense et de sécurité (FDS) et des civils, notamment des conflits intra et intergroupes. Malheureusement, ces incidents ont fait environ 3 800 morts.¹ Il s'agit d'une légère augmentation par rapport à 2021, où 1 100 incidents avaient été signalés, entraînant 4 000 morts, soulignant ainsi l'impact persistant et dévastateur de la violence dans la sous-région.

La mort d'Abubakar Shekau en mai 2021, chef historique et leader incontesté de la faction Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (JAS) de Boko Haram, a déclenché une vague de redditions. Entre mai 2021 et mars 2023, plus de 90 000 individus, principalement affiliés au JAS et associés à d'autres groupes violents, se sont rendus aux autorités nationales et aux forces de défense et de sécurité. Même si cela constitue une opportunité de renforcer les efforts de réintégration des anciens combattants du JAS et d'orienter la région vers la réconciliation et la paix, si elles ne sont pas gérées méticuleusement, ces redditions massives risquent d'exacerber les divisions communautaires, les griefs, les rechutes, la récurrence et le déclenchement d'un nouveau cycle de conflits.

Après près de 13 années de conflit ininterrompu, les groupes armés continuent de semer la violence, laissant un chiffre stupéfiant de 11 millions de personnes nécessitant une assistance totale. Au cours de la période de soudure de 2022, on estime que 5,6 millions de personnes ont été confrontées à une grave insécurité alimentaire, soit le chiffre le plus élevé depuis quatre ans. En outre, il y a environ 2,9 millions de personnes déplacées, dont 2 millions résidant au Nigeria seulement. Depuis le début de la crise, environ 350 000 personnes ont perdu la vie dans des attaques, des affrontements et des explosions rien qu'au Nigeria. Les décès indirects, notamment ceux résultant des maladies et de la faim provoquées par les conflits, sont estimés à 35 000 dans l'ensemble de la région. Ces chiffres continuent d'augmenter, exacerbés par d'autres difficultés telles que les inondations, les sécheresses et l'impact continu de la pandémie du COVID-19.

¹ ACLED Data (2022). 1,232 incidents and 3,740 deaths: <https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard>

² OCHA (2023). [Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot \(As of 08 December 2022\)](#).

Compte tenu des défis auxquels est confrontée la région du lac Tchad, la CBLT et l'UA ont reconnu l'impératif d'une approche régionale commune pour faire face à la crise. La CBLT a élaboré la SR-SRR, qui a été approuvée par son Conseil des ministres en août 2018 et par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA plus tard la même année. La Stratégie complète la réponse militaire coordonnée pour lutter contre les groupes armés extrémistes violents, menée par la FMM, en collaboration avec les forces de défense et de sécurité nationales des quatre pays affectés. En juillet 2019, la Facilité régionale de stabilisation (FRS) de la région du lac Tchad, une initiative multi-donateurs, a été officiellement inauguré pour soutenir les phases initiales de la SR-SRR. Gérée par le PNUD, cette facilité est devenue opérationnelle en octobre 2019 et a reçu des financements de plusieurs donateurs et partenaires.

La SR-SRR offre un cadre de coopération régionale, de coordination et d'harmonisation des efforts dans les quatre États membres de la CBLT pour parvenir à la stabilisation, au relèvement et à la résilience dans les régions du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram. Elle s'aligne sur les principes de la « Nouvelle façon de travailler » et de l'approche « Ensemble de la société ou pansociale » visant à renforcer le nexus humanitaire-développement-paix (HDP). Elle souligne également l'importance de l'appropriation, du leadership, de la coordination et des partenariats tant aux niveaux local et national que régional. La Stratégie comprend neuf piliers d'intervention avec quarante objectifs stratégiques, reflétant sa portée globale et ambitieuse, soulignant les investissements substantiels et les efforts coordonnés à long terme nécessaires pour surmonter cette crise régionale. Cela implique d'établir et de consolider les capacités et les structures régionales pour gérer une réponse régionale unifiée aux crises et de localiser des structures similaires pour assurer l'interaction entre les politiques et programmes régionaux, nationaux et territoriaux. La Stratégie préconise notamment l'institutionnalisation d'une capacité régionale au sein de la CBLT, renforçant ainsi l'orientation de l'organisation pour prendre en compte la sécurité, la paix et le développement.

La Stratégie définit la création du Secrétariat de la SR-SRR et son mandat ainsi que ses missions. Il sert le Comité Directeur dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, assurant le suivi et l'exécution efficaces des initiatives de la stratégie. En outre, il apporte un soutien inestimable à la coopération civilo-militaire au niveau régional, favorisant la collaboration et la synergie des parties prenantes. Le Secrétariat facilite également les mécanismes de coopération transfrontalière, qui comprennent des plateformes telles que le Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad et une Plateforme régionale de la société civile, ainsi que d'autres initiatives de dialogue. Il joue aussi une fonction de partenariat et de coordination de l'aide pour la mise en œuvre de la SR-SRR et assume la responsabilité d'établir un cadre global de suivi et d'évaluation, permettant la production des rapports annuels pour évaluer efficacement les progrès. La cartographie de toutes les initiatives en cours, achevées et proposées de la Stratégie, ainsi que le développement et la maintenance du cadre de résultats et de ressources de la stratégie, améliorent la coordination et la liaison des donateurs régionaux. En outre, il s'engage dans des activités de recherche et de gestion des connaissances et mène des travaux de communication régionaux pour assurer une diffusion efficace de l'information. Enfin, le Secrétariat contribue au soutien au développement des capacités de la CBLT et à d'autres formes de coopération politique et transfrontalière, renforçant ainsi les buts et objectifs de la Stratégie.

B.

Aperçu général de la Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience (SR-SRR)





C.

Evolution de la mise en oeuvre en 2022

La mise en œuvre de la SR-SRR en 2022 s'est déroulée dans un contexte sécuritaire très difficile, caractérisé par une volatilité sécuritaire. Cette période a été marquée par une recrudescence des crises intra et interfactions, marquées par des attaques ciblées contre des installations militaires et gouvernementales. Les attaques violentes contre les civils ont persisté, provoquant ainsi d'importants problèmes humanitaires et de protection, et la portée des attaques s'est élargie, en particulier dans les zones du nord du Nigeria. La période a également été marquée par une escalade des offensives militaires, notamment l'Opération « Yancin Tafki II » en décembre 2021 et l'Opération « Lake Sanity » de mars à juin 2022. Ces opérations visaient à rétablir l'ordre social dans les communautés touchées et à créer des opportunités pour les personnes déplacées et les réfugiés de retourner dans leur pays d'origine. Des attaques délibérées et ciblées contre l'armée ont porté atteinte aux efforts de sécurité. Dans le même temps, les groupes Boko Haram se sont engagés dans des efforts de sensibilisation communautaire, cherchant à influencer les dynamiques locales, avec l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) menant une campagne de sensibilisation pour gagner les cœurs et les esprits des communautés.

Entre temps, les enlèvements contre rançon sont devenus de plus en plus répandus, ciblant les acteurs humanitaires et du développement, ainsi que les membres des communautés, ajoutant ainsi un niveau de complexité supplémentaire à l'environnement sécuritaire déjà délétère. Le personnel humanitaire, en particulier, était confronté à des risques accrus en raison des attaques dirigées contre lui. Les redditions massives et les défections impliquant environ 80 à 90 000 personnes associées à Boko Haram, dont des femmes et des enfants, ont posé des problèmes de réintégration complexes. Les affrontements intercommunautaires alimentés par la concurrence pour les ressources ont encore compliqué la dynamique locale et exacerbé l'instabilité.

Malgré ces défis, des progrès significatifs ont été réalisés en 2022 dans la mise en œuvre de la Stratégie. L'organisation réussie de la troisième réunion du Comité de pilotage en juin à Douala a constitué une étape importante. Le Comité directeur a souligné l'engagement des membres à mobiliser un soutien politique, sécuritaire et financier pour la stratégie. Il a appelé à une coopération civilo-militaire continue et a demandé une représentation élargie de la société civile au sein du Comité directeur. En termes d'efforts de coordination accrus, des réunions régulières avec le Groupe international de soutien (GIS) ont été organisées tout au long de l'année pour maintenir une liaison et une coordination solides avec les donateurs régionaux. La SR-SRR a également forgé et approfondi des partenariats avec des entités internationales, notamment en établissant une collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur les activités de désarmement, démobilisation, réhabilitation, réintégration et réinstallation (DDRRR), ainsi qu'avec l'Université des Nations Unies (UNU), en s'appuyant sur leur travail concernant le désengagement massif et la réintégration des anciens associés de Boko Haram et des groupes extrémistes violents.

En outre, des bases cruciales ont été jetées pour le suivi et l'apprentissage alors que les études de base et les indicateurs du cadre de résultats de la stratégie ont été finalisés, offrant des conseils à toutes les parties prenantes engagées dans les huit territoires ciblés, notamment les partenaires internationaux, les organisations de la société civile et les autorités locales/nationales. Le Secrétariat a publié dans le même temps une Note d'orientation facilitant l'utilisation efficace des Plans d'action territoriaux (PAT), du cadre de résultats et du soutien offert par le Secrétariat. L'année 2022 a également vu le développement d'une gamme de produits de connaissances, notamment des profils territoriaux pour chacune des huit régions ciblées, comprenant des analyses des conflits régionaux et des études approfondies sur la perception. Par ailleurs, la SR-SRR a mené une étude critique sur le lien entre criminalité et terrorisme dans le bassin du lac Tchad, qui a été publiée et diffusée.³ Une analyse actualisée du conflit régional,⁴ une étude sur la prévention du recrutement et les efforts efficaces de réintégration des anciens associés de Boko Haram dans la région du lac Tchad en collaboration avec l'ONU,⁵ et une prochaine étude régionale sur les meilleures pratiques CIMIC⁶ devraient enrichir le référentiel de connaissances. En outre, les efforts de recherche se sont penchés sur les questions complexes sur la dynamique des armes et des munitions dans la région du Lac Tchad, en collaboration avec le PNUD, le Département des opérations de paix des Nations Unies et le Bureau des Nations unies pour les affaires de désarmement (ODA).⁷ La Plateforme de Gestion des Connaissances (KMP) a été techniquement finalisée, et est devenue opérationnelle.⁸

³ UNDP (2022) "[Crime and Terror Nexus: The Intersections Between Terror and Criminal Groups in the Lake Chad Basin](#)".

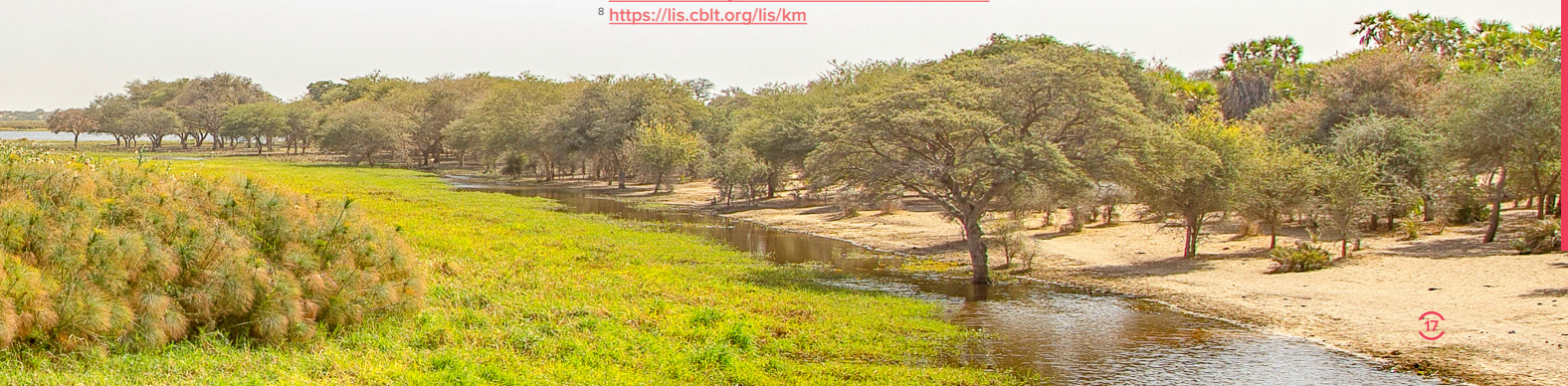
⁴ UNDP (2022) "[Conflict Analysis in the Lake Chad Basin](#)".

⁵ Sophie Huvé, Dr Siobhan O'Neil, Dr Remadji Hoinathy, Kato Van Broeckhoven with Mohammed Bukar, Fatima Yetcha Ajimi Badu, Teniola Tayo, Jessica Caus, and Adja Faye, MEAC Lake Chad Basin Case Study Report (United Nations University, 2022) "[Preventing Recruitment and Ensuring Effective Reintegration Efforts: Evidence from Across the Lake Chad Basin to Inform Policy and Practice](#)".

⁶ UNDP (2023), "Regional Study on CIMIC: Good Practices and Lessons"

⁷ Department of Peace Operations (DPO), Office for Disarmament Affairs (ODA) (2022) "[Weapons and Ammunition Dynamics in the Lake Chad Basin](#)".

⁸ <https://lis.cbtl.org/lis/km>



II.

—

Progrès réalisé par Pilier

La SR-SRR définit neuf piliers d'action prioritaires, offrant ainsi un cadre intégré et holistique pour une réponse à l'instabilité et aux défis de la région : Coopération politique ; Sécurité et Droits de l'Homme ; Désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration des personnes associées à Boko Haram ; Assistance humanitaire; Gouvernance et Contrat Social ; Reprise socio-économique et durabilité environnementale ; Éducation, apprentissage et acquisition des compétences ; Prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix ; Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes.

Pilier 1 ————— Coopération politique

Partenaires clés: Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Child Protection and Peer Learning Initiative, Bureaux des Gouverneurs, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNOCA, Secrétariat de la SR-SRR.

L'appropriation nationale reste le principe fondamental de la Stratégie. Tout au long de l'année 2022, le paysage de la coopération politique a connu des avancées et des améliorations significatives, notamment :

L'élaboration du Plan d'action régional 2022-2024 : Ce plan global a défini les priorités de l'intervention régionale, servant de cadre directeur aux efforts collectifs dans la région. Il souligne l'importance des interventions transfrontalières en tant que moyen fiable de renforcer la mobilité humaine et le commerce transfrontaliers, favorisant ainsi la coopération et l'intégration régionales.

Gouvernance et structures de gouvernance efficaces : un aspect essentiel des efforts de coopération politique était la coordination des structures de gouvernance de la SR-SRR. Cela comprenait un soutien au Comité Directeur, à la Task-Force et aux Clusters, chacun jouant un rôle indispensable dans l'alignement des stratégies et la garantie de la mise en œuvre des objectifs stratégiques.

Harmonisation des cadres de politique : en 2022, le Tchad a adopté le Plan d'action national pour la mise en œuvre effective de la sous-stratégie régionale en matière de profilage, de poursuites, de réhabilitation et de réinsertion (SPRR). De leur côté, le Niger et le Nigeria ont élaboré un projet de protocole d'accord sur la coopération judiciaire dans la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme.

Visites du Président du Forum des Gouverneurs dans le cadre du renforcement de la coopération politique et transfrontalière. Le Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, Monsieur Midjiyawa Bakari a visité, en sa qualité de Président du Forum des Gouverneurs, les Etats fédérés de Borno et de Yobé en août 2022 et la région de Diffa en février 2023. L'objectif de ces visites de travail était d'échanger avec ses homologues Gouverneurs sur la coopération transfrontalière dans les domaines sécuritaire, socio-économique et humanitaire. Elles visaient également à évaluer les réalisations entrant dans le cadre de la mise en œuvre des PAT et des Plans d'Action Conjoints (PAC). Le Gouverneur a également rencontré les chefs traditionnels. Début 2023, le Gouverneur Midjiyawa Bakari a effectué une visite de travail à la Commission de l'Union européenne, à Bruxelles, en Belgique et a échangé avec des représentants du Service européen pour l'action extérieure, de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes et de la direction générale du partenariat international, entre autres. Les échanges ont porté notamment sur la situation sécuritaire dans le bassin du lac Tchad, la lutte contre l'extrémisme violent, la reconstruction post-conflit, le changement climatique et la préservation des ressources en eau.



Établissement et renforcement de partenariats : tout au long de 2022, les efforts de collaboration avec des entités telles que les Nations Unies, la Commission et le Fonds de consolidation de la paix, le Groupe international de soutien, l'UA, la Task-Force inter-institutions sur le bassin du lac Tchad et diverses agences et fonds des Nations Unies se sont avérés déterminants dans l'amplification de l'impact de leurs initiatives. Ces partenariats ont facilité le partage d'informations, la mobilisation des ressources et une approche plus coordonnée, ce qui s'est notamment traduit par la formulation d'une proposition de projet au Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) et en s'appuyant sur le projet 2020-2022 soutenu par la Banque africaine de développement (BAD) à travers le projet « Renforcement des capacités de la CBLT » pour répondre au nouvel appel à propositions de la BAD au titre de son Enveloppe Prévention de la Facilité d'Appui à la Transition.

La Conférence de Wilton Park organisée en mars 2022 est une illustration de ces efforts de partenariat. Le Royaume-Uni a soutenu la conférence dans son rôle de coprésident du Groupe international de soutien à la SR-SRR. La conférence s'est tenue à la suite des recommandations du troisième Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad et a réuni les principales parties prenantes et décideurs des quatre pays affectés aux niveaux national et infranational, des experts internationaux en désarmement, déradicalisation, réhabilitation et réintégration et justice transitionnelle, principales agences des Nations Unies et principaux donateurs.

Mobilisation des ressources financières : La mobilisation des ressources financières a constitué un aspect central de la Stratégie en 2022. Concrètement, 2022 a vu l'élaboration d'une proposition PBF approuvée plus tard en 2023 pour 3,5 millions de dollars et impliquant le PNUD Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria ainsi que la CBLT pour promouvoir la mise en œuvre d'initiatives locales et transfrontalières de consolidation de la paix menées par les OSC, conformément aux priorités définies dans les Plans d'action territoriaux (PAT). Un solide pipeline de ressources financières a été développé. Premièrement, s'appuyant sur le partenariat réussi avec la Banque africaine de développement 2020-2022, une note conceptuelle visant à renforcer les capacités institutionnelles régionales, à pérenniser la paix et à renforcer la résilience dans la région a été rédigée dans le cadre de l'enveloppe de prévention de la BAD à travers la Facilité de soutien à la transition. La proposition englobe un financement pouvant atteindre 25 millions de dollars. Deuxièmement, des mesures importantes ont été prises pour mettre en place un nouvel instrument de financement pour soutenir les activités DRRR (pilier 3). Diverses parties prenantes ont également soutenu les efforts de mobilisation des ressources. Il convient de souligner que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies (RSSG) pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) a participé activement à des événements de haut niveau, notamment la Conférence de Munich sur la sécurité en février 2022, où il a souligné l'importance du soutien international à la SR-SRR et, en particulier, à la mise en œuvre des PAT. Lors des échanges avec les autorités camerounaises et tchadiennes au plus haut niveau, une attention accrue et une allocation de ressources accrues aux régions touchées par l'extrémisme violent, ainsi qu'une coopération et une coordination renforcées entre ces États, ont été préconisées. Le HCR a également préparé et contribué en 2022 à une troisième conférence des donateurs qui a eu lieu à Niamey, au Niger, en janvier 2023.

Au milieu de l'année, le Secrétariat de la SR-SRR a animé **un atelier en prélude au prochain Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad**. Avec des participants des huit bureaux des gouverneurs, du gouvernement du Tchad, de la FMM, de l'UA et des membres du cluster, il a permis de parvenir à un accord sur quatre thèmes généraux pour le Forum et à quelques changements dans le format, ce qui a fait de l'événement une étape importante.



Pilier 2 ——— Sécurité et droits de l'Homme

Partenaires clés : Action Locale pour un Développement Local et Participatif, UA, COGINTA, Union européenne (UE)/STABLAC, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bureaux des Gouverneurs, PNUD/FRS et ONUDC.

Le Pilier sur la Sécurité et les droits de l'Homme joue un rôle indispensable dans la réalisation des objectifs primordiaux de la SR-SRR, car il répond aux préoccupations immédiates en matière de sécurité et de protection des civils et jette les bases d'une stabilité à long terme et de la réalisation des droits de l'Homme. L'année 2022 a été marquée par des évolutions notables. Il s'agit de:

Renforcement de la coopération civilo-militaire (CIMIC) : La collaboration avec la FMM tant au niveau de l'Etat-major que des Secteurs sur les questions CIMIC a progressé en 2022. Un atelier de formation au profit de la FMM en septembre 2022 a catalysé les efforts de lancement pour revoir et renforcer la doctrine militaire relative à la question CIMIC dans le cadre du Concept d'Opérations de la FMM (CONOPS). L'objectif était de mieux articuler le rôle central de la cellule CIMIC dans la planification opérationnelle et la mise en œuvre des activités de la FMM, ce qui a renforcé les capacités des officiers de la FMM, tant au niveau de l'Etat-major que des Secteurs, à identifier et poursuivre plus efficacement les objectifs CIMIC. Cette initiative est sur le point de se développer et de s'étendre davantage en 2023.

33 infrastructures de sécurité et de justice ont été réalisées ou réhabilitées, notamment grâce à la FRS. Il s'agissait de dortoirs de garde au Cameroun et d'immeubles de bureaux essentiels au Tchad. Au Niger, la construction d'un poste de sécurité fixe à Bosso a renforcé les déploiements opérationnels et la sécurité des communautés. En outre, le Nigéria a vu la construction de 16 projets d'infrastructures de sécurité, renforçant ainsi la présence sécuritaire dans plusieurs régions. Ces réalisations ont non seulement amélioré les conditions de travail du personnel de sécurité, mais ont également contribué à la sécurité des communautés locales.

La collaboration avec les communautés et les Forces de défense et de sécurité, notamment la FMM, pour renforcer les capacités est restée au cœur des activités. Mille cinq cent vingt et un agents de sécurité ont reçu une formation sur les droits humains et les violences basées sur le genre. Cette initiative vise à inculquer une base solide de principes relatifs aux droits de l'Homme au sein des forces de défense et de sécurité, renforçant ainsi la protection des civils et la justice. En outre, un projet axé sur le soutien aux femmes et aux filles victimes de violence basée sur le genre dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun a donné des résultats positifs, avec des améliorations significatives des taux de dénonciation et de l'autonomisation des femmes pour faire valoir leurs droits.

Le soutien à la FMM comprenait également des capacités opérationnelles avec la fourniture de 1 184 équipements de radiocommunication, de huit drones tactiques à courte portée, de quatre véhicules, de 572 dispositifs de détection et de destruction des engins explosifs improvisés (EEI), d'équipements médico-légaux et de collecte d'informations, de 500 paires de lunettes de vision nocturne et de 60 embarcations entièrement équipées au cours de l'année 2023.

Des services de soutien, notamment une assistance psychosociale, juridique, psychologique, sanitaire et nutritionnelle, ont été fournis aux enfants, femmes et hommes détenus. Ces interventions visent à préserver la dignité des détenus. Le soutien a été étendu à trois prisons situées dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, notamment à Maroua, Mokolo et Kaélé.

D'autres contributions en 2022 comprenaient le paiement de frais de mission aux officiers d'état-major du QG de la FMM, la finalisation du Plan d'action de la cellule CIMIC et l'élaboration de Procédures opérationnelles standard (POS) pour la collecte d'informations ainsi que du matériel exploitable.

Pilier 3 — Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation, Réinsertion et Réintégration des personnes associées à Boko Haram :

Partenaires clés : CPPLI, GIZ, Bureaux des Gouverneurs, ISS, OIM, Fondation NEEM, Peace by Africa, Radio Ndarason Internationale, Secrétariat de la SR-SRR, Section sous-régionale des OSC de la CBLT, le Royaume-Uni, le Département des opérations de paix des Nations Unies, le PNUD, l'ONU. Le Bureau de lutte contre le terrorisme (OCT) et la Direction exécutive du Comité des Nations unies de lutte contre le Terrorisme (CTED), l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), le PNUDO-ODA-CBLT ET PNUDO-OIM-ARN.

En 2022, le DDRRR des personnes associées à Boko Haram a bénéficié d'importantes contributions, ce qui témoigne de l'engagement soutenu de tous les partenaires à accompagner la transition du conflit vers la réconciliation et la réintégration, dans le but non seulement de réduire la violence et d'améliorer la sécurité, mais également de renforcer la résilience des communautés ;

Tout au long de l'année sous revue, plusieurs jalons ont contribué à favoriser **une prise de conscience accrue et harmonisée parmi les principales parties prenantes régionales** sur les aspects vitaux du DDRRR, de la justice transitionnelle et du SPRR. Ces jalons comprenaient des événements importants, tels qu'un atelier régional sur une approche régionale et nationale holistique de la SPRR en mars avec des participants des quatre pays et un séminaire national sur la même question au Cameroun en avril. Un atelier bilatéral Niger-Nigéria sur la coopération des autorités pénales et chargées de l'application des lois en matière de profilage, d'enquête et de poursuites a eu lieu en juin. En novembre 2022, avec le soutien de l'ONUDC, de l'UN CTED et de l'OCT, le Tchad a adopté un Plan d'action national pour la mise en œuvre du document régional SPRR. Une série d'activités de renforcement des capacités et d'appui technique au Comité de Pilotage DDRR du Tchad a également été organisée pour soutenir l'élaboration d'une Stratégie nationale DDRR. En juin, l'Institut des Etudes sécuritaires (ISS) a organisé une table ronde à Niamey, au Niger, sur la justice transitionnelle. Au Nigéria, le PNUD, l'OIM, l'UNICEF et l'ONUDC ont convenu avec les autorités de l'État de Borno du soutien de l'ONU au « modèle de Borno », qui fait référence au pilier 3 de la SR-SRR et au document sur les piliers du SPRR ;

L'année a également été marquée par **une série d'activités communautaires de réintégration et de réconciliation**, avec une formation à l'intention des survivants en santé mentale et en soutien psychosocial, et la création de plusieurs Comités locaux de réconciliation. Dans la province du Lac au Tchad, les activités se sont concentrées sur la promotion de l'acceptation des anciens associés de retour, la fourniture d'un soutien psychosocial aux membres de la communauté, aux anciens associés et aux victimes de violences des OEV, la fourniture de services de base tels que l'eau aux communautés, et l'information et le renforcement des capacités des leaders communautaires en matière de DDRR. Au Niger, plus de 300 membres de la communauté résidant dans les zones touchées par les activités des organisations d'extrémisme violent (OEV) ont reçu une formation professionnelle et des kits de démarrage pour des activités génératrices de revenus afin de répondre aux facteurs clés d'inscription et de renforcer l'adhésion de la communauté aux activités DDRR. Grâce au soutien du Programme BLT à l'Opération Safe Corridor, 602 diplômés ont terminé le programme de réhabilitation et ont quitté l'établissement pour réintégrer leur communauté. Une assistance humanitaire, principalement WASH et Shelter, a été fournie aux camps établis par le Gouvernement de l'État de Borno pour gérer les masses. Il convient de souligner que dix-neuf enfants non accompagnés (10 garçons, neuf filles) et deux enfants séparés ont été réunis avec leurs familles, et plus de 25 enfants associés aux groupes armés ont été identifiés et soutenus grâce à du matériel de réintégration communautaire dans le cadre du processus DDR à Madagali, au Nigéria. Le financement d'une OSC locale a également permis huit séances de déradicalisation avec des femmes, jetant ainsi les bases de futurs programmes dans ce domaine ;

Au cours du second semestre de l'année 2022, **les travaux préparatoires aux mécanismes de justice transitionnelle** ont commencé, avec des parties prenantes des États, des acteurs régionaux, de la société civile et des agences des Nations Unies collaborant pour établir une méthodologie de collecte de données. Cet effort collectif, impliquant un large éventail de contributeurs, facilitera les recherches futures et façonnera les recommandations politiques pour l'année à venir. La CBLT s'est associée au même moment à l'Université des Nations Unies pour mener des recherches dans le cadre de leur projet MEAC, en fournissant des informations précieuses sur les perspectives des ex-combattants et des victimes de violences, éclairant davantage les décisions politiques pour les programmes de justice transitionnelle en évolution dans la région.⁹

⁹Sophie Huvé, Dr Siobhan O'Neil, Dr Remadji Hoinathy, Kato Van Broeckhoven with Mohammed Bukar, Fatima Yetcha Ajimi Badu, Teniola Tayo, Jessica Caus, and Adja Faye, MEAC Lake Chad Basin Case Study Report (United Nations University, 2022) "[Preventing Recruitment and Ensuring Effective Reintegration Efforts: Evidence from Across the Lake Chad Basin to Inform Policy and Practice.](#)"

Partenaires clés: Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Association Mains Unies Pour l'Espoir, Association pour la Promotion du Développement Durable, Civil Society Coalition for Poverty Eradication, Child Protection and Peer Learning Initiative, GIZ, Bureaux des Gouverneurs, UNHCR, Royaume Uni, et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Fin 2022, dans le bassin du lac Tchad, 11 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire et 7,6 millions étaient ciblées par cette aide.¹⁰ Dans le contexte de la mise en œuvre de la SR-SRR en 2022, les efforts se sont poursuivis pour plaider en faveur du maintien de l'aide humanitaire en cours dans la région tout en introduisant simultanément des mesures de redressement et de renforcement de la résilience. Ces initiatives visaient à donner aux communautés les moyens de devenir autonomes et à prévenir une nouvelle détérioration de la situation précaire en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plusieurs contributions et interventions remarquables faites à cet égard comprenaient :

Les partenaires ont ciblé **une base de bénéficiaires de plus de 3 millions de personnes**, dont des réfugiés, des PDI et des communautés d'accueil. Notamment, parmi ces bénéficiaires, 372 000 personnes étaient situées dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, au Cameroun, dans le but de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats ;

A titre illustratif, grâce aux activités de soutien aux femmes et aux filles déplacées à l'intérieur du pays, les victimes du conflit intercommunautaire dans la région de Logone-et-Chari au Cameroun ont reçu de la nourriture, du matériel de couchage, des kits d'hygiène et d'autres articles ;

En plus de relever les défis humanitaires actuels, une attention particulière a été accordée au **soutien de 400 000 personnes supplémentaires victimes des inondations**. Cette réponse comprenait une assistance à environ 30 000 victimes des inondations résidant dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ;

Depuis 2020, **plus de 400 000 PDI, dont 54 pour cent de femmes, sont rentrées chez elles dans la région du lac Tchad**. Il existe désormais des indications claires selon lesquelles en 2022, les perceptions de stabilité et de sécurité dans les zones d'intervention du PAC se sont considérablement améliorées par rapport à celles détenues en 2020 et 2021. On estime que 1,3 million de femmes et d'hommes dans les 31 sites actifs du programme se sentent désormais de plus en plus en sécurité, contribuant ainsi à la restauration du contrat social. En outre, les communautés des zones du PAC affichent désormais un niveau de satisfaction plus élevé à l'égard des services de sécurité de l'État que les années précédentes. Cette année notamment, plus de 15 000 PDI ont été rapatriés dans leurs localités respectives par les autorités de la région de Diffa, au Niger, avec le soutien des acteurs humanitaires et de développement ;

En septembre 2022, une table ronde a eu lieu à Lomé, au Togo, réunissant des acteurs du développement et de l'humanitaire pour discuter de la manière dont les initiatives de développement peuvent soutenir le retour durable des personnes déplacées de force ou leur inclusion à long terme dans les zones d'accueil, notamment dans la région du bassin du lac Tchad.

¹⁰ OCHA (2023). Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot (As of 08 December 2022).

Partenaires clés : Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Action pour la Protection, Santé, Environnement et Lutte contre la Pénurie Alimentaire, Child Protection and Peer Learning Initiative, COGINTA, EU/STABLAC, Bureaux des Gouverneurs, Institut norvégien pour les Affaires internationales, le Secrétariat de la SR-SRR, le Royaume-Uni, le PNUD/FRS, l'UNOCA.

En 2022, d'importantes contributions ont été apportées pour aborder des aspects critiques de la gouvernance, tels que le développement/réhabilitation des infrastructures et l'engagement communautaire. Ces initiatives sont essentielles pour le bien-être et le développement global des communautés affectées et pour rétablir le contrat social :

En ce qui concerne les **infrastructures**, 35 installations de services sociaux, dont des écoles et des centres de santé, ont été soit réhabilitées, soit construites, améliorant ainsi l'accès aux services communautaires essentiels. Une réalisation notable a été la mise en œuvre de technologies d'énergies renouvelables dans 29 installations et infrastructures publiques sur un total de 132, contribuant ainsi à la durabilité et à l'utilisation efficace des ressources ;

Au total, 1 373 **logements permanents** ont été construits avec succès, en plus des efforts en cours pour fournir des logements stables aux populations vulnérables, et plus de 100 points d'eau ont été réalisés ou réhabilités dans les sites retenus dans le cadre du PAC ;

Des efforts ont été déployés dans le même temps pour **doter les leaders communautaires et les jeunes des compétences nécessaires pour mieux aborder les questions de paix et de cohésion sociale**. En outre, plus de 1 244 dialogues intercommunautaires ont été organisés, axés sur le renforcement de la coexistence pacifique et la prévention des conflits, favorisant ainsi une vie communautaire harmonieuse ;

En ce qui concerne **l'appui aux acteurs institutionnels**, des réunions de coordination régulières ont eu lieu entre les Bureaux des Gouverneurs et les partenaires de mise en œuvre de la SR-SRR, favorisant ainsi la collaboration et la vision partagée. Un soutien a été fourni à l'Unité de mise en œuvre de l'État de Borno dans sa mise en place pour la mise en œuvre du plan de développement de l'État de Borno, notamment un soutien aux équipes de l'Initiative de transformation stratégique pour la tenue de réunions techniques mensuelles de revue /de coordination et la fourniture d'un soutien technique ;





Pilier 6 — Relèvement socio-économique et la durabilité environnementale

Partenaires clés : Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Coalition de la société civile pour l'éradication de la pauvreté, BMZ, Bureaux des Gouverneurs, PNUD/FRS, HCR et PAM.

La reprise socio-économique et la durabilité environnementale sont fondamentales pour la stabilité et la résilience à long terme dans la région, car elles favorisent l'autonomie économique, réduisent la vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes et atténuent les conflits liés aux ressources. Les réalisations notables pour relancer l'économie locale en 2022 comprennent ce qui suit :

Plus de 4 000 personnes ont participé à des **programmes « argent contre travail »** et **13 814 ont bénéficié de subventions et d'équipements de production agricole**. En particulier, 509 producteurs de Waza au Cameroun ont reçu des kits de production et 60 femmes de Mozogo ont reçu des matériels de transformation des produits agricoles. Ce soutien a permis aux agriculteurs de Waza de poursuivre leurs activités agricoles et d'étendre leurs superficies cultivables ;

Dans la région de Diffa, au Niger, cinq **établissements professionnels ont été réhabilités** et 500 jeunes (250 femmes et 250 hommes) de 18 communautés ont reçu une formation technique et professionnelle, dont plus de 70 % sont activement engagés dans le métier de leur choix ;

Un cap a été franchi avec la formation de 1 000 jeunes (500 femmes et 500 hommes) aux activités génératrices de revenus. Ils ont reçu des transferts en espèces pour acquérir des équipements essentiels de commerce, favorisant ainsi l'autonomisation économique et l'autosuffisance ;

Une enquête sur l'inclusion des personnes déplacées de force dans les systèmes de protection sociale dans les quatre pays devrait éclairer le futur plaidoyer et l'engagement stratégique en faveur de l'intégration dans les systèmes nationaux de protection sociale ;

En outre, à Diffa qui accueille plus de 250 000 personnes déplacées, les partenaires travaillent en étroite collaboration avec les autorités et les communautés locales pour **accorder un accès légal à la terre aux familles déplacées** afin de faciliter leur inclusion socio-économique tout en contribuant à améliorer l'économie locale.

Partenaires clés : Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Association pour la Promotion du Développement Durable, Action pour la Protection, Santé, Environnement et Lutte contre la Pénurie Alimentaire, BMZ, Child Protection and Peer Learning Initiative, Bureaux des Gouverneurs, RESOPPERHAN, PNUD/FSR et le Royaume-Uni.



Doter les personnes, en particulier les communautés marginalisées, des connaissances et des capacités nécessaires à l'inclusion socio-économique est essentiel pour briser le cycle de la pauvreté et s'attaquer à certaines des causes profondes de l'instabilité dans la région du bassin du lac Tchad. En 2022, des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au développement des compétences :

Plus de 15 000 personnes ont reçu une **formation pour améliorer leur inclusion économique**. Au Cameroun, 1 233 personnes (513 femmes ; 475 jeunes) ont été formées à la couture, aux techniques de production et de conservation, aux techniques de l'embouche et à la transformation des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage. Au Tchad, 1 780 personnes (1 023 femmes) ont bénéficié d'une formation informelle sur la gestion et la gestion financière, comme la gestion des petites subventions et des infrastructures communautaires (y compris la fourniture d'outils, tels que des modèles simplifiés de location). Au Niger, 30 jeunes ont été formés aux pratiques de montage de systèmes solaires photovoltaïques. Au Nigéria, 12 150 personnes (5 393 femmes) ont été préparées et sensibilisées aux techniques agricoles modernes pour les saisons sèches et humides, à la création d'entreprises, à la gestion des finances de l'entreprise, aux programmes d'épargne coopérative et aux techniques de jardinage familial ;

Ce pilier a également contribué à **accroître l'accès à une éducation primaire de qualité** pour plus de 30 000 enfants, améliorant ainsi les opportunités éducatives pour les jeunes de la région. Entre avril et septembre 2022, 110 000 enfants des États de Borno et de Yobé ont bénéficié d'un enseignement amélioré et d'une distribution de matériel pédagogique, et plus de 2 300 enseignants et animateurs ont été formés à de meilleures pratiques pédagogiques. La réhabilitation et la construction de 8 infrastructures éducatives ont encore amélioré l'accès à un enseignement primaire de qualité. Notamment, les enfants issus de ménages vulnérables qui avaient abandonné l'école sont revenus poursuivre leurs études.

En particulier, grâce à un projet visant à **lutter contre les violences contre les enfants dans le secteur de l'éducation** au Cameroun, des réalisations significatives ont été enregistrées en 2022. Trois cent soixante-sept structures d'expression des enfants ont été créées dans les écoles partenaires, qui servent de plateformes de dénonciation et de prise en charge des violations des droits. En outre, un soutien a été fourni pour éduquer environ 1 000 enfants vulnérables, couvrant des dépenses telles que les frais de scolarité, les examens, les fournitures scolaires et l'obtention d'actes de naissance. La promotion de l'éducation non violente impliquait des efforts de collaboration pour élaborer des règles internes sensibles au genre et un code de bonne conduite dans les écoles primaires, le renforcement des capacités du personnel enseignant de 50 écoles primaires et secondaires et un soutien à divers établissements d'enseignement en fournissant du matériel et des ressources. Les initiatives de sensibilisation ont touché près de 2 000 enseignants et 600 étudiants, soulignant ainsi leur rôle dans la promotion de pratiques éducatives non violentes.

Pilier 8 Prévention de l'extrémisme violent et Consolidation de la paix

Partenaires clés : Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Bureaux des Gouverneurs, OIM, PNUD/FRS, HCR, RNI et le PAM.

En favorisant la résilience au niveau communautaire et en promouvant un dialogue pacifique, ce pilier contribue à lutter contre les idéologies extrémistes et à la stabilité globale dans la région. En 2022, les activités comprenaient l'engagement communautaire, des initiatives de contre-récit et la création de comités de médiation pour résoudre les conflits et construire une coexistence pacifique. Certains des résultats obtenus concernent:

La vigilance contre les manipulations a été soulignée à travers des efforts de contre-discours pour résister aux idéologies extrémistes. Par exemple, au Nigeria, deux formations de formateurs ont été organisées sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV) et le désengagement, la dissociation, la réintégration et la réconciliation (DDRR). Au total, 80 représentants gouvernementaux de 17 institutions gouvernementales y ont participé. La formation au sein de leurs organisations a touché plus de 300 personnes ;

Au total, 11 Comités communautaires de stabilisation (CCS) ont été créés. Ces comités ont joué un rôle crucial dans la planification communautaire et dans la facilitation des dialogues avec le gouvernement et les forces de défense et de sécurité: six au Cameroun, trois au Tchad et deux au Niger. Au Cameroun, il y a 22 femmes membres dans les six nouveaux CCS. En réponse aux fortes inondations de fin 2022, les CCS ont mobilisé leurs communautés pour construire des digues afin d'atténuer les dégâts causés par les inondations. Au Nigeria, les capacités de 200 membres du CCS répartis sur huit sites FRS ont été renforcées en matière de sûreté et de sécurité publiques, de dialogue communautaire et de confiance mutuelle avec le gouvernement et les agents de sécurité. Les CCS contribuent à renforcer la confiance de la communauté, par exemple à Limani (localité), au Cameroun, où la réduction du nombre d'attaques terroristes a été partiellement attribuée au CCS local. Cette constatation est également confirmée au Tchad, où les CSC jouent un rôle important dans la liaison avec les autorités locales et dans la résolution directe des conflits locaux. Par exemple, dans la localité de Baltram, le CCS a entendu et résolu avec succès six conflits communautaires entre agriculteurs et éleveurs ;

Les Comités de médiation, au nombre de 27 au Cameroun, au Niger et au Nigeria, ont traité avec succès 483 des 588 cas de conflit, les 105 cas restants étant renvoyés aux autorités compétentes pour résolution ;

Une vaste campagne de sensibilisation a touché 508 779 personnes indirectes dans 27 communautés, notamment des communautés d'accueil, des personnes déplacées internes (PDI), des réfugiés et des retournés, avec des connaissances acquises sur la coexistence pacifique.



Partenaires clés : Action Locale pour un Développement Local et Participatif, Action pour la Protection, Santé, Environnement et Lutte contre la Pénurie Alimentaire, Association Mains Unies Pour l'Espoir, Association pour la Promotion du Développement Durable, Child Protection and Peer Learning Initiative, UE, GIZ, Bureaux des Gouverneurs, OIM, PNUD, PNUD/FRS, HCR, Royaume-Uni, PLAN International et PAM.

Donner aux femmes et aux jeunes les moyens de contribuer au développement communautaire, aux activités économiques et à la prévention des conflits est une composante essentielle de la SR-SRR. Ce Pilier a connu des réalisations significatives en 2022:

Au niveau politique, le développement d'outils sensibles au genre a été soutenu. Par exemple, au Cameroun, la Stratégie nationale DDR sur le genre 2021-2025, un cadre global visant à renforcer l'assistance spécifique au genre dans les processus nationaux de DDR, a été validée. Le Plan d'action national du Tchad adopté en novembre 2022 sur le SPRR attribue un rôle essentiel au Ministère du Genre et de la Solidarité nationale, stipule que les autorités nationales intégreront une dimension de genre dans les processus de triage à travers l'identification du nombre de femmes associées à Boko Haram et leur référence aux services compétents en fonction de leurs besoins ;

Les efforts d'autonomisation des jeunes ont touché 2 048 jeunes, dont 870 filles, au Niger, au Cameroun et au Nigeria. Cela impliquait d'évaluer et de cartographier 724 infrastructures clés de santé, d'éducation et de participation des jeunes dans le bassin du lac Tchad. Cela a également conduit à des partenariats fructueux entre les jeunes leaders locaux et les décideurs communautaires, favorisant ainsi l'engagement durable des jeunes dans la région. L'importance de l'autonomisation des femmes a été bien illustrée par la création de la plateforme des femmes à Guité, au Tchad, offrant un espace sécurisé permettant aux femmes de participer à la prise de décision communautaire et de s'engager dans diverses activités communautaires et économiques ;

Les efforts se sont poursuivis pour la **participation des femmes à la vie économique**. Les femmes ont joué un rôle important dans les initiatives « argent contre travail », représentant 50 % des bénéficiaires, favorisant ainsi l'égalité des sexes et l'autonomisation financière. En outre, au Cameroun, 513 femmes ont reçu une formation en couture, en techniques de production et de conservation, en techniques d'embouche et en transformation des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage. Au Tchad, 1 023 femmes ont bénéficié d'une formation informelle en gestion et gestion financière. Au Nigeria, 5 393 femmes ont été formées et sensibilisées aux techniques agricoles modernes, à la gestion d'entreprise, aux finances, aux programmes d'épargne coopérative et aux techniques de jardinage familial. Dans les provinces du Lac et de Hadjer-Lamis au Tchad, des groupements de femmes ont bénéficié de l'installation de systèmes solaires sur 10 sites, tandis que 75 femmes ont reçu une formation sur l'approche des associations villageoises d'épargne et de crédit, promouvant ainsi l'indépendance économique et l'inclusion financière ;

Concernant la **protection**, 1 521 prestataires de sécurité sur les droits humains et les violences basées sur le genre renforcent l'engagement en faveur de la protection des personnes vulnérables. Dans l'État de Borno, 431 enfants et adolescents, notamment des enfants handicapés victimes de maltraitance, de négligence, d'exploitation et de violence, ont bénéficié de services complets de gestion de cas grâce au soutien d'assistants sociaux et de travailleurs sociaux du Ministère des Affaires féminines et du Développement social ;

Une **aide d'urgence** a également été fournie à 1 865 femmes enceintes et allaitantes vulnérables dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun sous forme de transferts monétaires. Par ailleurs, 65 082 enfants âgés de 6 à 23 mois, filles et garçons, ont bénéficié d'un accompagnement dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord.



600 LEDGER
420 Note Book
MARTINA ANABAYU
G. D. S. S. GULAK
GOVERNMENT
S. S. J.

III.

—

Conclusion et récommandations

Conclusion

La Stratégie régionale de Stabilisation, de Relèvement et de résilience des zones dans le bassin du Lac Tchad affectée par la crise Boko Haram a apporté des contributions significatives en 2022 pour relever les défis multiformes posés par l'instabilité dans la région malgré un contexte de mise en œuvre très difficile. Les succès résident non seulement dans ses réalisations numériques, mais également dans son approche holistique et collaborative. En favorisant la coopération entre les gouvernements régionaux, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux, la stratégie a démontré le potentiel de changement transformateur dans le bassin du lac Tchad.

Une approche pansociétale pour faire face à la crise complexe du bassin du lac Tchad signifie que les efforts des acteurs institutionnels s'inscrivent dans un cadre plus large. L'implication d'acteurs non étatiques tels que les organisations à base communautaires (OBC), les organisations locales de la société civile (OSC) et les organisations non gouvernementales (ONG) locales, en particulier celles situées au sein des communautés affectées, est une priorité de la SR-SRR. A ce titre, la finalisation de la première phase des systèmes de gestion des informations d'annuaire (DIMS) a été une étape importante franchie en 2022. En tant que cadre d'accréditation globale et point d'entrée unique permettant aux OSC de coordonner entre elles et d'autres acteurs, il jettera les bases d'une participation citoyenne.

Tout en se félicitant des progrès significatifs réalisés en 2022, il est impératif de reconnaître que des défis persistent. Ces défis englobent des contraintes financières, des obstacles techniques, des problèmes de coordination et des terminologies, approches et rapports internationaux qui doivent être mieux alignés. Les principaux défis comprennent un déficit de financement important et des risques de sécurité qui constituent des menaces pour le personnel et les bénéficiaires, limitant l'accès physique. Les approches de stabilisation pourraient également gagner à être davantage harmonisées.



Recommandations

La stabilisation durable reste un effort continu, et un engagement, une innovation et une adaptation continus seront essentiels pour tirer parti de la dynamique générée, notamment par le quatrième Forum des Gouverneurs. Plusieurs recommandations devraient être envisagées pour relever efficacement les défis auxquels est confronté le contexte de mise en œuvre de la SR-SRR.



Premièrement, il est impératif de renouveler l'engagement régional en faveur de la SR-SRR, en soulignant l'urgence de la situation, et d'exprimer l'espoir que la communauté internationale adapte sa stratégie de soutien pour s'aligner sur les défis actuels de la région, en se concentrant sur les défis à moyen et long terme et les solutions à long terme telles que décrites dans la SR-SRR ;



Deuxièmement, un Comité de coordination technique interministériel de la SR-SRR devrait être créé pour rationaliser les efforts et assurer une coordination efficace entre les entités gouvernementales concernées ;



Troisièmement, il existe un besoin urgent de renforcer la coopération globale en matière de sécurité transfrontalière, notamment la collaboration policière, pour contrer efficacement les menaces sécuritaires actuelles ;



Quatrièmement, les efforts visant à inclure les voix des réfugiés et des personnes déplacées, en particulier des femmes et des jeunes, dans les processus à tous les niveaux doivent se poursuivre ;



Enfin, les questions liées aux défections, à la réintégration et à la réconciliation doivent être abordées de toute urgence.

Au moment où la région poursuit son chemin vers une paix et une prospérité durables, il est essentiel de continuer à donner la priorité à une approche globale de stabilisation, de redressement et de résilience qui favorise la coopération et la collaboration régionales.

ANNEXE 1 – Liste des répondants au questionnaire

ENTITÉ / ORGANISATION	TYPE
UNOCA	Nations unies
Action Locale pour un Développement Local et Participatif	OSC
APSELPA : Action pour la Protection, Santé, Environnement et Lutte contre la Pénurie Alimentaire	OSC
Association Mains Unies Pour l'Espoir (AMUPES)	OSC
Association pour la Promotion du Développement Durable (AP2D)	OSC
Borno State - Head RSS Office Maiduguri	Bureau du Gouverneur
Ambassade du Royaume Uni à Abuja	Partenaire bilatéral
Child Protection and Peer Learning Initiative (CPPLI)	OSC
Civil Society Coalition for Poverty Eradication (CISCOPE)	OSC
Département des Opérations de paix / Bureau de l'Etat de droit et des Institutions de sécurité / Section DDR	Nations unies
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	Partenaire bilatéral
Bureau du Gouverneur de Diffa	Bureau du Gouverneur
Institut des Etudes sécuritaires (ISS)	ONG internationale
OIM	Nations unies
RESOPPERHAN	OSC
Secrétariat de la SR-SRR	Secrétariat de la SR-SRR
Services du Gouverneur de la Région du Nord- Cameroun	Bureau du Gouverneur
Institut norvégien des Affaires internationales	Partenaire bilatéral
PNUD	Nations unies
PNUD / Facilité régionale de Stabilisation	Nations unies
UNHCR	Nations unies
UNODC	Nations unies
Bureau du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord	Bureau du Gouverneur



Commission du Bassin du Lac Tchad

Place de Grande Armée

N'Djamena - Tchad

Suivez-nous sur



<https://cblt.org>

© CBLT 2023